



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

Service Protection de l'environnement  
Tél. : 05 24 73 38 00  
Mél : [ddpp-env@gironde.gouv.fr](mailto:ddpp-env@gironde.gouv.fr)

Bruges, le 6 mai 2026

Réf :

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CORDIER EXCEL**

21, rue du Port  
BP 10

33240 CUBZAC-LÈS-PONTS

#### **1) Contexte.**

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 27 mars 2026 de l'établissement de la société CORDIER EXCEL, implanté 21, rue du Port à CUBZAC-LÈS-PONTS (33240).

L'inspection a été annoncée le 6 mars 2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CORDIER EXCEL
- 21, rue du Port - 33240 CUBZAC-LÈS-PONTS
- Siret : 82165488600034
- Code AIOT dans GUN : 0005200725
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CORDIER EXCEL exploite un établissement de préparation, conditionnement de vins relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2251 « *Préparation, conditionnement de vins* ».

L'exploitation de cet établissement est encadrée par l'Arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2021.

## **2) Constats.**

### **2.1) Introduction.**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2.2) Bilan synthétique des fiches de constats.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 1.2.2.	Demande d'action corrective	2 mois
6	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 2.1.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
8	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		20/01/2021, article 2.1.5.	l'exploitant	
9	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 2.1.7.	Demande d'action corrective	2 mois
10	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 1.2.1.	Sans objet
3	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 2.1.3.	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Sans objet
11	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
12	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet

**2.3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats.**

L'inspection du 27 mars 2026 a permis d'apprécier les conditions d'exploitation de l'établissement suite à l'aménagement sur le site d'équipements de production photovoltaïque.

Les conditions de confinement sur site des eaux d'extinction incendie restent à justifier.

Dans le cadre de la vente de la parcelle 830 de la section cadastrale AK, en mai 2024, la notification de la cessation définitive des activités sur cette parcelle reste à réaliser avec la transmission de l'étude historique et documentaire

Enfin, une attention particulière est à porter sur la consommation d'eau du site pour son l'activité de préparation, conditionnement de vins.

**2.4) Fiches de constats.**

**N° 1 : Liste des installations concernées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 1.2.1.			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature et localisation des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique de la nomenclature des ICPE	Capacité maximale	Classement de l'installation
<b>2251-B1</b>	<b>Préparation, conditionnement de vins</b> Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant	Capacité de préparation et de conditionnement de vins : 100 000 hl/an	<b>Enregistrement</b>

	supérieure à 20 000 hl/an		
<b>2910-A2</b>	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b></p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	3 chaudières, au gaz de ville, de puissance thermique nominale cumulée de : 2,214MW	<b>Déclaration et contrôle périodique</b>

**Constats :**

La société CORDIER EXCEL est dûment autorisée à exploiter un établissement de conditionnement de vins relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2251 de la nomenclature des ICPE, sur la commune de CUBZAC-LÈS-PONTS, pour une capacité de production de 100 000 hl/an (activité de préparation, conditionnement en 2024 : 33 948 hl ; en 2025 : 23 165 hl).

La suppression d'une chaudière a diminué la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion à 1,95 MW qui demeure soumise au régime de déclaration avec contrôle périodique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Situation de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 1.2.2.

**Thème(s) :** Situation administrative, Nature et localisation des installations

**Prescription contrôlée :**

Les installations enregistrées sont situées sur la commune et les parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles cadastrales	Superficie	Lieux-dits
<b>CUBZAC-LÈS-PONTS</b>	Parcelles 74, 75, 77 à 81, 85, 109, 111, 112, 339, 378, 379, 402, 406, 713 de la section cadastrale AK Parcelles 55 à 57, 318, 337, 581 et 583 de la section cadastrale AK Parcelles 113 à 116, 122, 610 et 613 de la section cadastrale AK	5,33 hectares	Les Tours Le Port Aux Prisons

**Constats :**

L'exploitant a procédé à la vente de la parcelle 830 de la section cadastrale AK, issue de la division de la parcelle 713, le 2 mai 2024, sans en avoir préalablement informé le Préfet (inspection des installations classées).

Conformément aux dispositions du code de l'environnement (articles R. 512-46-25 et suivants du

code de l'environnement), l'exploitant aurait dû procéder à une notification de la cessation définitive de ses activités sur cette parcelle au moins 3 mois avant la date d'arrêt de l'exploitation, à la mise en sécurité de cette parcelle, à la détermination de son usage futur.

L'exploitant a précisé qu'aucune activité relevant de la nomenclature des installations classées n'avait été exercée sur cette parcelle. Le site internet <https://remonterletemps.ign.fr/> permet de constater que cette parcelle est enherbée depuis plusieurs décennies, avec une période au cours de laquelle de la vigne a été cultivée (années 1960-1970).

Une étude historique et documentaire aurait été réalisé le 14 octobre 2019, non communiquée à l'inspection des installations classées.

Enfin, d'après le plan des installations et des galeries souterraines, le réseau de galeries ne s'étend pas jusqu'au sous-sol de la parcelle 830 de la section cadastrale AK mais cette situation reste à confirmer par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Procéder à la notification de la cessation définitive de vos activités sur la parcelle concernée, proposer un usage futur pour cette parcelle et consulter la collectivité territoriale compétente en matière d'urbanisme

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : État des stocks de produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature, la quantité et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours. L'identification des lieux de stockage de ces produits est intégrée au plan général des ateliers et stockage mentionné à l'article 8.

**Constats :**

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 19 mars 2026, un état des stocks des produits combustibles, inflammables, toxiques, etc. présent sur le site.

Le site stocke aujourd'hui environ 141 tonnes de matières combustibles en entrepôts couverts (seuil de classement fixé à 500 tonnes au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées) et exploite 3 groupes frigorifiques contenant chacun plus de 2 kg de fluides frigorigènes pour un total de 279,4 kg (deux groupes contenant 240 kg et 37 kg de fluide R134A et un groupe contenant 2,4 kg d fluide R32 - seuil de classement fixé à 300 kg au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 2.1.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...).

- De la réserve incendie publique n°18 d'un volume de 600 m<sup>3</sup>, implantée à 150 mètres du bâtiment principal,
- D'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>, aménagée sur le site avant le 30 septembre 2021, équipée d'une colonne d'aspiration, conformément aux dispositions de l'Annexe II.1, (...).

**Constats :**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2021 prescrit l'aménagement d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> au sein de l'établissement. Cette réserve est aménagée dans la partie sud du site, a été réceptionnée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Gironde en 2023 et est désormais référencée « réserve d'eau privée n°24 ».

La réserve d'eau publique n°18 d'un volume de 600 m<sup>3</sup> est présente au sud site, à 150 mètres du bâtiment principal.

Au cours de l'inspection, il a pu être constaté que ces deux réserves d'eau étaient accessibles, présentaient le niveau d'eau disponible requis, avec des modules d'aspiration équipés de bouchons obturateurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

(...).

**Constats :**

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 19 mars 2026, les derniers rapports de vérifications concernant les installations électriques.

Le rapport Q18, établi par la société APAVE, du 9 décembre 2025, conclut, pour les bâtiments concernés, que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion du fait de l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. Par courriel du 5 mai 2026, l'exploitant a précisé que les installations électriques concernées ont été consignées le temps que l'anomalie soit levée.

Le rapport Q19, établi par la société APAVE, le 16 janvier 2026 fait état de 2 anomalies pour lesquelles l'exploitant a apporté des mesures correctives au plus tard la semaine suivante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Isolement du réseau de collecte

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 2.1.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Des dispositifs, permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement, sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport, pour un volume de 720 m<sup>3</sup>. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Ces dispositifs sont notamment constitués par le réseau interne des eaux pluviales permettant de confiner sur site, 150 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction incendie et d'eaux susceptibles d'être polluées puis par un pompage des eaux confinées dans ce réseau interne vers des cuves du site, non utilisées à ce jour. Les commandes des dispositifs d'obturation sont signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel ou, en son absence, par le personnel du SDIS.

Une signalétique « mode normal » et « mode incendie/pollution » est apposée directement sur la vanne afin de pouvoir justifier, en toute circonstance, des conditions de rétention du site.

**Constats :**

Les conditions de collecte et de confinement sur site des eaux d'extinction d'incendie, pour un volume de 720 m<sup>3</sup> restent à préciser.

Hormis le réseau interne des eaux pluviales qui permettraient de confiner 150 m<sup>3</sup>, la conception de l'établissement permettrait un confinement interne au bâtiment principal des eaux d'extinction d'incendie :

La cuverie « prise de mousse » de 850 m<sup>2</sup> permettrait un confinement interne, sous réserve de batardeaux au niveau des accès non surélevés.

La zone de conditionnement de 750 m<sup>2</sup> dispose d'un seuil surélevé sur sa périphérie, d'environ 0,1 m, excepté au niveau des issues.

Au niveau de la zone « Cuverie moderne », un radier en béton, représentant un volume d'environ 55 m<sup>3</sup>, a été créé en périphérie d'une cuverie composée de 3 cuves de 23 m<sup>3</sup>, de 2 cuves de 14 m<sup>3</sup> et de 2 cuves de 5 m<sup>3</sup>, indépendantes les unes des autres.

Enfin, l'accès au réseau de galerie présente une pente qui favoriserait l'écoulement des eaux d'extinction du bâtiment principal vers l'intérieur du réseau de galerie. Ce dernier comprend au sol

des regards de collecte des eaux dont la position l'exutoire reste à confirmer. Celui-ci devra être équipé d'un dispositif d'obturation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Communiquer sous un an à l'inspection des installations classées une étude technico-économique relative à la collecte et au confinement sur site des eaux d'extinction d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois

## N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :**

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 19 mars 2026, les derniers rapports de vérifications concernant :

Les extincteurs : Le rapport, établi par la société CHRONOFEU, le 22 juillet 2025, de la vérification périodique des extincteurs fait état de 14 extincteurs corrodés sur 87. Ils ont été remplacés en novembre 2025.

Les robinets incendie armés : Le rapport, établi par la société CHRONOFEU, le 4 septembre 2025, de la vérification périodique des RIA fait état de 2 RIA à remplacer sur 5 au total. Ils ont été remplacés début février 2026.

les groupes frigorifiques : Le groupe SCM contenant une charge frigorifique de 240 kg de fluide R134a (PRP : 1430) représentant 343,2 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, fait l'objet de contrôle d'étanchéité semestriel, en l'absence de système permanent de détection de fuite : en janvier et en mai 2025 ; aucune fuite détectée.

Le groupe York contenant une charge frigorifique de 37 kg de fluide R134a représentant 52,91 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, fait l'objet de contrôle d'étanchéité semestriel, en l'absence de système permanent de détection de fuite : en janvier et en juillet 2025 ; aucune fuite détectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 8 : Prélèvements d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 2.1.5.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont alimentées en eau par le réseau public d'adduction d'eau potable. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Le ratio « consommation en eau-activité de préparation et conditionnement de vins » de l'établissement s'établit comme suit :

Consommation d'eau de référence (en m <sup>3</sup> )	Production de référence (en hl)	Ratio à ne pas dépasser (litre d'eau par litre de vin produit)
30 000	100 000	3

Tout dépassement du ratio défini ci-dessus ou de la consommation annuelle d'eau devra faire l'objet d'une justification écrite de la part de l'exploitant qui sera transmise à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'eau provient exclusivement du réseau d'adduction d'eau potable.

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a communiqué ses relevés mensuels de consommation d'eau pour les années 2024 et 2025.

Pour 2024, le site a consommé 11 114 m<sup>3</sup> pour une activité totale de préparation, conditionnement de vins de 33 948 hl, soit un ratio global « consommation en eau - activité de préparation et conditionnement de vins » à 3,27

Pour 2025, le site a consommé 10 460 m<sup>3</sup> pour une activité de 23 165 hl, soit un ratio global à 4,52.

Les opérations de sanitation étant réalisées quel que soit le volume de production journalière justifie ce ratio élevé supérieur à 3.

Par ailleurs, l'exploitant indique conditionner des vins sans alcool impliquant également des opérations de sanitation renforcée par rapport à des vins traditionnels.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Constituer un dossier de porter à connaissance afférent à la consommation d'eau du site et à l'évolution de vos procédés et de la production afin de justifier la hausse du ratio « consommation en eau - activité de préparation et conditionnement de vins », à communiquer sous un an si ce ratio demeure supérieur à 3 en 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 9 : Raccordement à une station d'épuration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2021, article 2.1.7.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Débit de référence		Maximal : 100 m <sup>3</sup> /j	
Paramètres physico-chimiques	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MES)	1305	400,00	180,00
DBO5	1313	2000,00	120,00
DCO	1314	3000,00	240,00
Azote kjeldahl (NKJ ou NTK)	1319	20,00	30,00
Phosphore total (P total)	1350	5,00	8,00
Indice phénols	1440	0,30	0,03

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées dans le réseau d'assainissement du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS respectent les valeurs limites d'émission suivantes, en concentration et en flux :

Paramètres chimiques	N° CAS	Code SANDRE	Concentration maximale (µg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
<b>Substances spécifiques du secteur d'activité</b>				
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	300,00	30,00
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	1200,00	120,00

**Constats :**

Les résultats d'autosurveillance des années 2024 et 2025 ont été consultés depuis l'application GIDAF.

Le débit journalier de rejet oscille entre 52,5 et 100 m<sup>3</sup>/j.

La température des eaux résiduaires industrielles rejetées est comprise entre 5,3 et 25,3°C.

Toutefois, d'après les valeurs renseignées, l'exploitant ne semble réaliser qu'une seule mesure



mensuelle alors qu'elle devrait être journalière.

Le pH des ERI oscille entre 5,4 et 9,55. Le dépassement observé en septembre 2024 (pH compris entre 5,4 et 5,5) serait dû à des opérations ponctuelles de nettoyage des sols, ayant pu entraîner une présence plus importante de produits de nettoyage dans les eaux résiduaires industrielles. Un pH des eaux résiduaires industrielles jusqu'à un minimum de 4,5 demeurerait compatible avec la station d'épuration urbaine.

De même, d'après les valeurs renseignées, l'exploitant ne semble réaliser qu'une seule mesure mensuelle alors qu'elle devrait être journalière.

Le dépassement observé en août 2025 (pH à 9,55) est lié à un enchaînement des cycles de nettoyages avec des produits de sanitation pour qualifier des cycles de nettoyage (tests temporaires liés à la mise en route du système de nettoyage dans le cadre de la gestion des sanitation).

Pour le paramètre MES, la concentration des ERI rejetées oscille entre 3 et 197 mg/l et les flux correspondant rejetés oscille entre 0,27 et 18,91 kg/j.

Pour le paramètre DBO5, la concentration des ERI rejetées oscille entre 250 et 3 300 mg/l et les flux correspondant rejetés oscille entre 11,1 et 270,6 kg/j. Les 3 dépassements constatés sont intervenus au cours des mois de février 2024, juillet 2024 et septembre 2024, en lien avec les produits élaborés lors de ces journées. Par ailleurs, en juillet 2024, une fuite a été identifiée au niveau de l'appareil de dilution des produits de nettoyage. Enfin, la réalisation d'opérations ponctuelles de nettoyage des sols entraîne une présence plus importante de produits de nettoyage dans les eaux résiduaires industrielles.

Pour le paramètre DCO, la concentration dans l'effluent rejeté oscille entre 534 et 6050 mg/l et les flux correspondant rejetés oscille entre 20,89 et 496 kg/j. Les 5 dépassements constatés en concentration n'ont conduit qu'à deux dépassements en flux de la valeur limite d'émission fixée à 240 kg/j (271,4 et 496,1 kg/j), au cours des mois de février 2024 et juillet 2024 (mêmes causes que le paramètre DBO5).

Pour le paramètre Phosphore total, la concentration dans l'effluent rejeté oscille entre 1,9 et 6 mg/l, et les flux correspondant rejetés oscille entre 0,06 et 0,34 kg/j. Les 2 dépassements constatés en concentration, en juillet et octobre 2025 n'ont conduit à aucun dépassement en flux. L'exploitant indique une concentration plus élevée en lien avec la faible production et un effet de concentration des produits de sanitation et rechercher à identifier les sources possibles de phosphore.

Pour les paramètres NKJ, Indice Phénol, Cuivre et ses composés et Zinc et ses composés, les caractéristiques des eaux résiduaires industrielles rejetées respectent les valeurs limites d'émission en concentration et en flux prescrites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 10 : Contrôle de la liste des appareils à pression

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des appareils à pression

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

### **Constats :**

Le site exploite des réservoirs d'air, des compresseurs d'air, des groupes frigorifiques et des cuves sous pression de vins (prise de mousse).

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 19 mars 2023, une liste des équipements sous pression exploités sur le site (30 cuves à vin, 2 réservoirs d'air et 2 compresseurs), récapitulant le type d'équipements sous-pression, son identification interne, la date de la prochaine requalification décennale, la date de la prochaine inspection périodique et les dates du dernier et du prochain contrôle tous les 18 mois.

La liste présentée des équipements sous pression exploités, ne récapitulent pas le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection), les dates de réalisation des dernières inspections

périodiques et requalifications périodiques.

Les récipients exploités au sein des groupes frigorifiques ainsi que les réservoirs « I THOME » (n° de fabrication Z065, volume 500 l) et II THOME (n° de fabrication Z316, volume 1500 l) sont absents de cette liste.

Par contre cette liste mentionne 2 réservoirs de 500 litres et 1500 litres, identifiés par les numéros APAVE « G67075 » et « G67076 » sans rapport avec les numéros d'identification mentionnés sur les derniers rapports de requalification périodique.

Pour les récipients exploités au sein des groupes frigorifique suivis selon un plan d'inspection établi conformément au cahier technique professionnel (CTP) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020, approuvé par décision du 19 août 2020, cette liste comporte également les informations complémentaires définies dans la fiche technique n°7.

Les échéances des inspections périodiques et des requalifications périodiques sont respectées ; Pour la cuve de prise de mousse GC307, l'inspection périodique à 18 mois qui devait intervenir le 9 février 2026 est prévue le 09 avril 2026, au motif que cette cuve n'est pas vide pour le moment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter la liste des équipements sous pression exploités sur le site conformément aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel 20 novembre 2017.

Transmettre le dernier compte-rendu d'inspection périodique de la cuve de prise de mousse GC307 à son édition.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – IP

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

(...).

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

Inspection par sondage :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 19 mars 2026, le dernier rapport d'inspection périodique :

- Du réservoir AIR COM de 200 litres, identifié 11207-20 (fluide : air ; mise en service en 2020 ; Pression maximale admissible (PS) : 11 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 16,5 bars), associé à une soupape réglée à 11 bars. Inspection périodique réalisée le 29 janvier 2026.

- De la cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres identifié 6740 (« GC 105 ») : mis en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars, associé à une soupape SERVINOX Repère BAREP SO10364, réglée à 7 bars. Inspection périodique réalisée le 18 octobre 2024 : le compte-rendu d'IP mentionne : « 1 éclat du revêtement peinture intérieur sur la virole n°1 et 1 éclat sur le fond avant à reprendre : acier non dégradé » et conclut que les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants ; Périodicité inspection retenue par l'exploitant : 18 mois

- De la cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres, identifié 6895 («GC 207 »), mise en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars, associé

à une soupape SERVINOX SO11161, réglée à 7 bars. Inspection périodique réalisée le 23 septembre 2024 : le compte-rendu d'IP mentionne : « impact sur le revêtement à reprendre en peinture: acier non dégradé » et conclut que les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants ; Périodicité inspection retenue par l'exploitant : 18 mois

- De la cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres, identifié 6741 («GC 305 »), mise en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars), associé à une soupape SERVINOX SO09256, réglée à 7 bars. Inspection périodique réalisée le 18 octobre 2024 : le compte-rendu d'IP mentionne : « 2 impacts sur le revêtement de la virole n°2, 27 impacts + 1 zone sur la virole n° 1, 13 impacts sur le fond. Acier non dégrader, peinture sur les impacts à reprendre » et conclut que les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants ; Périodicité inspection retenue par l'exploitant : 18 mois

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 12 : Vérification des échéances de la requalification périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire -RP

### Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

(...).

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

(...).

### Constats :

Inspection par sondage :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 19 mars 2026, le dernier rapport de requalification périodique :

- Du réservoir SCO de 500 litres, identifié Z065 (I THOME), fluide : air, mise en service en 1987 ; Pression maximale admissible (PS) : 12 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 18 bars), associé à une soupape neuve ATM 515 TH réglée à 9 bars : l'épreuve hydraulique a été réalisée le 25 août 2022, à une pression de 15 bars et la requalification périodique est prononcée.

- Du réservoir SCO de 1500 litres, identifié Z316 (II THOME), fluide : air, mise en service en 1987 ; Pression maximale admissible (PS) : 10 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 15 bars), associé à une soupape neuve ATM 718 TH réglée à 9 bars : l'épreuve hydraulique a été réalisée le 26 août 2022, à une pression de 12,5 bars et la requalification périodique est prononcée.

- Du réservoir EURE de 100 litres, identifié 2173, fluide : air, mise en service en 2001 ; Pression maximale admissible (PS) : 11 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 16,5 bars), associé à une soupape neuve ATM 267H réglée à 11 bars : l'épreuve hydraulique a été réalisée le 26 août 2022, à une pression de 13,5 bars et la requalification périodique est prononcée.

- De la cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres, identifié 6891 (« 203 »), mise en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7,3 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars), associé à une soupape identique à l'origine SERVINOX SO04714, réglée à 7,3 bars : l'épreuve hydraulique a été réalisée le 31 mars 2025, à une pression de 9 bars et la requalification périodique est prononcée.

- De la cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres identifié 6745 (« GC 102 ») : mis en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7,3 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars ; associé à une soupape identique à l'origine SERVINOX SO04713, réglée à 7,3 bars : l'épreuve hydraulique a été réalisée le 11 mars 2025, à une pression de 9 bars et la requalification périodique est prononcée.

- De la cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres, identifié 6736 (« 201 »), mise en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7,3 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars), associé à une soupape identique à l'origine SERVINOX SO04715, réglée à 7,3 bars : l'épreuve hydraulique a été réalisée le 11 mars 2025, à une pression de 9 bars et la requalification périodique est prononcée.

- De la cuve de prise de mousse MIROIR de 92 000 litres, identifié 33501-D (« 4 »), mise en service en 1984 ; Pression maximale admissible (PS) : 7,32 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars), associé à une soupape identique à l'origine SERVINOX BAREP SO02450 515 TH, réglée à 7,32 bars : l'épreuve hydraulique a été réalisée le 11 novembre 2023, à une pression de 8,5 bars, inférieure à une pression au moins égale à 120 % de la PS (8,78 bars).

La requalification périodique a néanmoins été prononcée.

L'exploitant a précisé que cette cuve n'était plus exploitée et avait été démontée depuis.

Par courriel du 15 avril 2026, l'exploitant a transmis une photographie montrant le démantèlement

d'une cuve de 90 m<sup>3</sup> et par courriel du 5 mai 2026, l'exploitant a transmis la facture liée à cette opération.

**Type de suites proposées :** Sans suites

### N° 13 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

**Prescription contrôlée :**

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.

**Constats :**

Inspection par sondage d'équipements sous pression :

- Cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres identifié 6745 (« GC 102 ») : mis en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7,3 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars ; date de la dernière requalification : 11 mars 2025, suivie de la marque dite à « tête de cheval ».

- Cuve de prise de mousse GALLIER de 92 000 litres identifié 6740 (« GC 105 ») : mis en service en 1988 ; Pression maximale admissible (PS) : 7 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 11 bars ; date de la dernière requalification : 14 juin 2017, suivie de la marque dite à « tête de cheval ».

- Du réservoir SCO (avec plaque signalétique Laplagne SA) de 500 litres, identifié Z065 (I THOME), fluide : air, mise en service en 1987 ; Pression maximale admissible (PS) : 12 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 18 bars, date de la dernière requalification : 26 août 2022, suivie de la marque dite à « tête de cheval ».

- Du réservoir SCO (avec plaque signalétique Laplagne SA) de 1500 litres, identifié Z316 (II THOME), fluide : air, mise en service en 1987 ; Pression maximale admissible (PS) : 10 bars, pression d'épreuve initiale (PE) : 15 bars, date de la dernière requalification : 26 août 2022, suivie de la marque dite à « tête de cheval ».

Ces 4 équipements sous pression étaient équipés d'une soupape ; les 2 réservoirs SCO reposaient sur un sol bétonné plain et ne présentaient pas de déformations, de zones meulées ou de parties métalliques rapportées.

Toutefois un diable était entreposé à proximité immédiate d'un réservoir susceptible de représenter un risque de heurt de l'équipement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois